



Internet, bon marché pour tous : un village d'Afrique du Sud comble le fossé numérique

Zenzeleni Community Networks est le premier fournisseur Internet en Afrique du Sud à appartenir à une coopérative. Il construit et gère son propre réseau. Les citoyens ont un accès peu coûteux à Internet qu'ils utilisent pour le développement de leur communauté.

Auteur : Leonie March, Photographie : Roger Jardine; Rédaction : Kerstin Zilm, Traduction : Giorgia Grimaldi

Tôt le matin, lorsque Nontsokolo Sigcau se réveille, elle jette d'abord un coup d'œil sur son smartphone. La grand-mère vérifie si la connexion Internet fonctionne. « C'est l'un de mes devoirs », dit-elle. En effet, le hotspot central de son village est installé sur son terrain. « Si je n'ai pas d'accès, mes voisins sont aussi hors ligne », explique Sigcau. Et ils l'ont été suffisamment longtemps.

Mankosi se trouve dans une région isolée

Elle franchit la porte : sa maison est située sur l'une des



Mankosi est une communauté rurale d'Afrique du Sud.

nombreuses collines de Mankosi, une commune composée de 12 villages au total sur la Wild Coast d'Afrique du Sud. Environ

5000 personnes vivent ici, les voisins de Sigcau sont dispersés dans des maisons rondes traditionnelles recouvertes d'herbe, parfois complétées par des maisons rectangulaires plus modernes aux toits de tôle. Dans les vastes prairies, les vaches paissent et les paysans cultivent de petits champs. La prochaine route goudronnée est loin, des routes non goudronnées et des sentiers traversent la commune.



L'eau ne sort que des robinets municipaux.

Cette région est l'une des plus pauvres d'Afrique du Sud. Pendant l'Apartheid, elle faisait partie du homeland du Transkei, mais même après le changement démocratique en 1994, le développement espéré a pris du temps. Les maisons n'ont été raccordées au réseau électrique qu'il y a quelques années, et l'eau n'est encore disponible que par des robinets communaux, partagés par plusieurs ménages. Autrefois, il fallait également marcher loin pour capter un signal téléphonique, explique Sigcau. « C'était une époque sombre. Nous étions coupés du monde. »

Zenzeleni signifie « fais-le toi-même »

Mais tout cela fait désormais partie du passé. « Nous nous sommes aidés nous-mêmes », dit Sigcau en rayonnant sur tout son visage. Avec d'autres villageois, elle a fondé Zenzeleni Community Networks, le premier fournisseur d'accès à Internet d'Afrique du Sud appartenant à une coopérative et non, comme c'est généralement le cas, à l'un des grands groupes de télécommunication. En langue isiXhosa, Zenzeleni signifie « fais-le toi-même ».

Au début, elle n'avait aucune idée d'Internet, raconte Sigcau. C'est une « merveilleuse invention ». Après tout, on peut aujourd'hui presque tout faire en ligne.



« Internet n'aide pas seulement la jeune génération. Nous, les plus âgés, trouvons plus de clients pour nos légumes cultivés à la maison ».

Nontsokolo Sigcau, membre de la coopérative Zenzeleni à Mankosi

« J'ai appris sur Internet de nouvelles recettes pour mon service de restauration ».

Lisa Maliwa, habitante de Mankosi



« Je pourrais postuler pour un emploi en ville grâce à mes nouvelles connaissances, mais je préfère travailler ici, dans ma communauté ».

Sinethemba Lukozi, technicien informatique



« Nous allons maintenant postuler en ligne pour l'école secondaire ».

Élèves Sinobom, Bulela et Sandisiwe



« Je n'ai utilisé le premier ordinateur qu'à l'université. Mes élèves sont alors déjà familiarisés depuis longtemps avec le monde numérique ».

Vuyani Babala, directeur d'école



Sigcau est impatiente d'expliquer le fonctionnement de son système. Sur le toit du petit magasin qui fait partie de sa propriété, un panneau solaire est installé pour alimenter le hotspot. Sigcau montre du doigt une antenne ronde sur le mur de la maison : « Elle reçoit le signal de notre tour, le transmet à mon hotspot, qui le partage ensuite avec mes voisins ». Le réseau maillé sans fil de sa coopérative se compose de plusieurs « nœuds » interconnectés qui transmettent le signal dans la vaste localité.

Les villageois qui s'occupent de l'entretien du réseau

Sigcau entre dans le petit magasin et passe devant des sacs de farine de maïs et des conteneurs en plastique remplis d'huile alimentaire pour arriver dans un entrepôt. Le modem et les piles sont rangés dans une caisse en bois, en guise de sauvegarde en cas de coupures de courant, presque quotidiennes en Afrique du Sud. « Ici, il peut parfois y avoir un faux contact ou une nouvelle pile doit être installée », explique Sigcau. Si elle ne parvient pas à rétablir la connexion, elle appelle l'un des trois techniciens de son réseau.



Le laboratoire informatique à énergie solaire sur le site de l'école.

Sinethemba Lukozi est l'un d'entre eux. Ce jour-là, cet homme de 33 ans s'est rendu à Nomadola, à une quarantaine de kilomètres de là, pour inspecter l'un des deux pylônes de

téléphonie mobile du réseau. Assuré par une corde, un casque sur la tête, il grimpe et vérifie les connexions des câbles. Le signal est transmis depuis le campus universitaire de Mthatha, la ville la plus proche, où le réseau est connecté au réseau de fibre optique depuis 2017. Le pylône se trouve à mi-chemin de Mankosi, en haut d'une colline. « La visibilité est centrale pour ce type de réseau », explique Lukozi.

Auparavant, il travaillait dans l'entrepôt d'un supermarché de Mthatha. Qu'il puisse désormais travailler dans son propre village et contribuer à son développement le remplit de fierté. « Nos parents n'ont pas eu de possibilités d'éducation et nous non plus. Nos enfants doivent pouvoir s'orienter dans le monde numérique. En ville, j'ai pu constater à quel point c'est important de nos jours. »

Le réseau offre des formations et des perspectives

Zenzeleni Community Networks a payé sa formation technique de base et l'envoie aussi régulièrement en formation continue. Cela fait partie du modèle : la coopérative de huit personnes à laquelle appartient Sigcau s'occupe de la gestion, du fonctionnement et de l'entretien du réseau. Parallèlement, une organisation à but non lucratif a été créée, responsable de la formation et de la formation continue, de la collecte des subventions et de la représentation des intérêts.

Lukozi raconte qu'il vient de rentrer d'un cours de six semaines au Cap. Avant, il n'aurait même pas osé rêver d'une telle chose. « J'apprends chaque jour quelque chose de nouveau, par exemple sur la comptabilité. Cela m'a ouvert de nouvelles perspectives d'avenir. »

Tout a commencé il y a dix ans par la rencontre de deux jeunes hommes : l'activiste local Masibulele Jay Siya et l'étudiant espagnol Carlos Rey Moreno. Ce dernier faisait des études des technologies de l'information et de la communication pour le développement (abrégé en ICT4D) à l'université du Cap-Occidental et est venu à Mankosi pour une étude de cas. « J'ai dit à Carlos que nous étions intéressés, mais seulement si la population locale y trouvait son compte », se souvient Siya, qui travaillait alors pour une organisation de développement locale.



Le village, rassemblé autour du cœur du réseau communautaire de Zenzeleni.

L'objectif du réseau : proposer une bonne affaire

C'est ainsi qu'est née l'idée de construire son propre réseau, qui devait être fiable et pas cher. A l'époque, on ne captait les signaux de téléphonie mobile que sur certaines collines et même cette connexion n'était pas stable, raconte Siya. De plus, les coûts des télécommunications et les prix des données sont plus chers en Afrique du Sud que dans presque tous les autres pays africains. « Les coûts étaient inabordables pour les villageois », explique Siya. Ils représentaient alors [plus d'un cinquième de leurs revenus](#). Aujourd'hui encore, la plupart des habitants vivent des aides sociales, comme les pensions ou les allocations familiales. Les quelques téléphones portables existants étaient utilisés par tous : « Ceux qui attendaient un appel ou qui voulaient appeler eux-mêmes devaient prendre rendez-vous au préalable avec les propriétaires », explique Siya.

La génération plus âgée a été plus vite convaincue que les plus jeunes

Pourtant, au départ, tous les habitants étaient loin d'être convaincus dès par l'idée d'un réseau communautaire, sans la participation d'un des grands groupes de télécommunication. « Une telle chose n'existait tout simplement pas à l'époque et la plupart ne croyaient pas non plus que c'était possible », explique Siya. Étonnamment, c'est l'ancienne génération qui l'a soutenu dans son projet. « Ils m'ont dit très clairement que même s'ils ne comprenaient rien à la technologie, ils me faisaient confiance et voulaient essayer pour que leurs enfants et petits-enfants aient un jour une vie plus facile.



En tant que membre de la coopérative, Sigcau répond aux questions de ses voisines..

La création de ce réseau communautaire a été « historique », souligne Shaun Pather, professeur d'ICT4D à l'université du Cap-Occidental et président de l'organisation à but non lucratif de Zenzeleni. Le gouvernement sud-africain avait certes adopté dès 2007 un plan visant à permettre à la majorité des citoyens « d'entrer dans l'ère de l'information ». Mais comme souvent, la mise en œuvre est compliquée.

Selon la dernière enquête de l'autorité statistique, dans environ 63% des foyers, au moins une personne a accès à Internet. Ce chiffre comprend également ceux qui utilisent

des hotspots publics. Seule une minorité dispose d'une connexion à domicile, plus de la moitié se connectent via leur téléphone portable.

La fracture numérique reste profonde

On estime que 2,9 milliards de personnes dans le monde, soit un tiers de la population mondiale, souffrent de ce que l'on appelle « la fracture numérique », bien que 95% vivent à portée d'un réseau mobile. Pour que l'accès soit universel, il faut notamment qu'il soit abordable, souligne Pather. « Dans ce contexte, j'estime qu'environ 60% des ménages sud-africains n'y ont pas accès. Car même s'il est en principe possible, il reste insignifiant si l'on ne peut se le permettre que pendant une courte période par mois ». Il explique les coûts élevés en Afrique du Sud notamment lors des accords sur les prix entre les grands groupes de télécommunication : « Ils font des bénéfices dans les centres urbains, avec des clients qui peuvent se le permettre. Ils ne sont pas incités à s'occuper également des régions plus pauvres comme Mankosi. »



Sigcau vérifie les connexions de câbles et les batteries.

En 2014, Zenzeleni Community Networks a été la première coopérative à obtenir une dérogation de l'autorité de régulation, Independent Communications Authority of South Africa (ICASA). Les quelques entreprises locales, dont une auberge de jeunesse pour les voyageurs à sac-à-dos, ont souscrit des abonnements et les habitants achètent des bons d'achat valables pendant un mois. 25 rands (environ 1,40 euros), c'est le prix du forfait, pour lequel on n'obtient même pas 240 MB chez les grands opérateurs. Un autre avantage : l'argent ne va pas aux grands groupes, mais reste dans les villages. Les membres de la coopérative de Mankosi vendent environ 350 bons par mois, un chiffre qui double presque en période de vacances, lorsque de nombreux jeunes sont présents dans le village. Pour chaque tranche de 20 bons, les vendeurs reçoivent 150 rands (environ 8,40 euros), le reste étant investi dans l'entretien et la maintenance du réseau.

Une fois qu'un accès abordable à Internet est disponible, il faut l'utiliser également pour le développement de la

communauté. L'University of the Western Cape accompagne le projet sur le plan scientifique. Une étude sur l'impact du réseau vient d'être achevée, dit Shaun Pather. L'évaluation des données n'est pas encore terminée, mais une chose est sûre : « Le réseau profite à la communauté, par exemple pour améliorer ses conditions de vie, pour trouver des emplois et pour communiquer avec les autorités gouvernementales. »

Un grand pas en avant a été franchi il y a environ un an avec la mise en place d'un laboratoire informatique communautaire fonctionnant à l'énergie solaire et financé par des sponsors. La littérature scientifique démontre bien qu'un tel lieu communal renforce la cohésion sociale, souligne Pather. Il n'y a pas d'autre « communauté villageoise avec cette démographie en Afrique du Sud » qui disposerait d'un accès abordable à Internet haut débit et maintenant d'un laboratoire informatique pour l'éducation. « C'est historique », souligne-t-il.

Le laboratoire informatique, avec son installation solaire sur le toit, se trouve dans un bâtiment incluant un conteneur maritime transformé sur le terrain de l'école locale - un contraste avec les autres équipements qui, comme dans toutes les écoles publiques, sont maigres, surtout dans des régions rurales comme celle-ci. Il n'y a par exemple pas de terrain de sport et seulement des toilettes rudimentaires pour les 595 enfants des classes 1 à 9. La nouvelle salle informatique suscite donc un grand enthousiasme.

La compétence Internet est en train de se développer

À l'intérieur, Yoleka Libalele donne des cours à quelques élèves. Pour la population rurale de Mankosi, elle a conçu un cours spécifique qui part « de zéro ». « J'ai remarqué qu'ils ont certes des smartphones, mais que leurs connaissances sont extrêmement limitées », explique Libalele. Par exemple, ils peuvent certes ouvrir un lien, mais ne peuvent pas rechercher des informations ciblées sur Internet. Ils regardent des clips sur YouTube, mais ne connaissent pas les nombreux programmes d'apprentissage numériques. Les programmes de messagerie électronique



La communauté a célébré l'inauguration du laboratoire informatique de l'école.

sont également nouveaux pour eux, ils n'utilisaient jusqu'à présent que des services de messages courts. En effet, rares sont les familles de cette région qui possèdent leur propre ordinateur.

Bulela Qatsi, élève de septième année, se concentre pour écrire une lettre de candidature dans un programme de traitement de texte. « J'ai déjà gagné en rapidité. Au début, on aurait dit que je cueillais des haricots », raconte-t-elle, un peu gênée. Aujourd'hui, non seulement la frappe est plus rapide, mais l'élève sait aussi sauvegarder des textes et connaît les bases du tableur. La jeune fille rayonne sur tout son visage : « Avec ces connaissances, je pourrai bientôt postuler pour l'école secondaire et peut-être plus tard pour l'université. Et tout cela en ligne, sans me déplacer. » C'est encourageant. Le directeur de l'école, Vuyani Babala, raconte que la moyenne de ses élèves s'est améliorée, entre autres en anglais. Ceux qui ont du mal à comprendre peuvent utiliser des programmes de traduction sur Internet, qui existent désormais aussi pour leur langue maternelle, l'isiXhosa.

Mais les élèves ne sont pas les seuls à profiter du laboratoire informatique. « Nos enseignants ont certes reçu des ordinateurs portables de la part du ministère de l'Éducation, mais certains d'entre eux étaient réticents jusqu'à présent », raconte Babala. Eux aussi bénéficient désormais d'un enseignement. Lui-même vient d'apprendre à protéger les données contre les accès non autorisés et à gérer les mots de passe.



25 rands pour un bon mensuel pour Internet.

Le petit laboratoire avec 11 ordinateurs de bureau et 20 ordinateurs portables est donc toujours bien occupé. Le matin, les élèves à partir de la cinquième classe suivent les cours par rotation, l'après-midi et le samedi, le laboratoire est ouvert aux villageois. Il faut encore beaucoup de soutien, dit Yoleka Libalele. Les demandes les plus fréquentes : photocopies, impressions, recherche d'emploi sur Internet et surtout formulaires en ligne pour les demandes de fonds de l'État. Auparavant, les habitants de Mankosi devaient se rendre à Mthatha, à environ 70 kilomètres de là. Pendant deux heures, ils empruntaient des routes essentiellement non goudronnées, pour un prix de 200 rands (environ 11 euros), ce qui correspond à peu près à un dixième de la pension de l'État. De l'argent qu'ils peuvent désormais économiser.

Un accès à Internet peut créer des opportunités commerciales

En plus, des cours sont organisés dans le laboratoire informatique pour tous ceux qui veulent se lancer dans l'entrepreneuriat. Lisa Maliwa, 31 ans, y a participé. Son idée : un service de restauration pour les grandes occasions dans le



L'auberge de jeunesse a un abonnement et son propre hotspot.

village. Elle est déjà une bonne cuisinière, mais il y a toujours beaucoup à apprendre : « J'ai par exemple appris à faire des muffins grâce à des tutoriels sur YouTube ». Auparavant, elle ne connaissait presque que des plats traditionnels. Le cours lui a également appris à calculer les recettes et les dépenses et à utiliser les réseaux sociaux pour la publicité. Elle a déjà pu décrocher un premier engagement.

Mais Internet n'est réservé qu'aux jeunes, souligne Nontsokolo Sigcau. Avec d'autres membres de la coopérative, elle cultive un champ de légumes, à quelques mètres de là, sur la pente devant la salle informatique. « Quand la récolte est bonne, nous prenons une photo et la diffusons via Whatsapp ou les réseaux sociaux ». Les produits locaux sont bon marché et les clients viennent de la région. Sigcau claque plusieurs fois des doigts pour illustrer la rapidité avec laquelle les épinards, les haricots et les patates douces sont vendus.

Aujourd'hui, Sigcau ne travaille toutefois pas sur le terrain. Elle s'est accoutrée, car le laboratoire est enfin inauguré en grande pompe un an après sa mise en service. La pandémie du Covid avait repoussé la date. La vieille femme se rend dans l'une des salles de classe où les villageois se sont rassemblés, certains en tenue de fête, d'autres en tenue de travail et en bottes en caoutchouc. Le professeur Pather, le cofondateur Siya, des politiciens locaux et des représentants des autorités traditionnelles se sont également déplacés. Ce jour-là, le Zenzeleni Community Network célèbre ce qu'il a déjà accompli, avec des danses, des chants et de nombreux discours.

« Il n'y a rien pour Mahala », dit Sigcau, c'est-à-dire gratuitement, et se réfère à la durabilité, afin que le réseau puisse continuer à se développer. Sa coopérative a fixé un

prix de 50 rands (environ 2,80€) par mois pour les élèves, un cours d'informatique pour adultes coûte 350 rands (à peine 20€), une heure d'internet 5 rands et une photocopie 1 rands.

Rien n'est gratuit

Certains villageois ne comprennent toutefois pas pourquoi ils devraient payer, explique le cofondateur Jay Siya. Ils pensaient que l'argent tomberait tout simplement dans l'escarcelle du projet, il y a parfois de la jalousie et de la méfiance. « Ils étaient habitués à des projets extérieurs qui



Dans le cours d'informatique, les élèves apprennent plus qu'à surfer sur le net.

proposent quelque chose gratuitement. » Mais cela n'était pas durable, car il faut entretenir les appareils et payer les techniciens qui avaient une famille à nourrir. « Jusqu'à aujourd'hui, tout le monde n'a pas compris cela. Des millions de Sud-Africains sont assis chez eux et attendent qu'on leur donne des choses gratuitement. C'est un problème dans notre société », explique Siya.

Selon lui, le gouvernement a suscité des attentes au sein de la population qu'il n'a pas satisfaites, par exemple la création d'emplois. Vu le taux de chômage élevé en Afrique du Sud, qui touche même les citoyens ayant des diplômes universitaires, il faut prendre les choses en main, souligne Siya. L'objectif du réseau est de créer des opportunités dans ce sens. « C'est un processus lent de changement de mentalité, vers une économie circulaire », explique Siya.

Pour être durable, le réseau doit se développer

Comme rien ne doit changer en matière de prix, le réseau doit continuer à se développer, souligne Shaun Pather. En effet, la vente de coupons de 25 rands ne suffit pas à financer le projet. Le réseau perçoit environ 15.000 rands par mois, les dépenses sont tout aussi élevées, il ne reste rien pour l'extension - un nouveau mât coûte par exemple dix fois plus cher. « Jusqu'à présent, nous dépendons de subventions, maintenant nous développons un véritable modèle économique », dit Pather.

Pour assurer ce développement, l'organisation à but non lucratif vient d'engager une directrice générale : Noxolo Mbokoma, une ancienne banquière d'investissement dont les

racines se trouvent dans la province du Cap oriental. Elle aussi s'est rendue à Mankosi pour les festivités et souligne : « L'avenir est entre vos mains. » Elle veut utiliser ses contacts pour rendre l'extension nécessaire du réseau possible. Il est essentiel d'élargir la portée, de multiplier les points d'accès et les pylônes.

En 2019, une deuxième commune, Zithulele, a déjà été raccordée. Elle est peuplée plus densément que Mankosi, elle compte davantage de petites entreprises et un hôpital qui a également manifesté son intérêt pour le raccordement au réseau. Les ventes d'abonnements et de bons y sont déjà supérieures à celles de Mankosi. « Le marketing est plus important que jamais », dit Jay Siya, qui suit actuellement une formation.

Un réseau autonome est avantageux

Mais il faut faire connaître les avantages de ce réseau par rapport à ceux qui viennent de l'extérieur. Le fait que Zenzeleni Community Networks soit un fournisseur d'accès à Internet indépendant ne doit pas être sous-estimé, souligne Siya. « Cela signifie que nous sommes vraiment libres. Que pour la première fois, nous avons le contrôle de notre propre développement. Que chaque enfant de cette région peut apprendre ce qu'il veut. Que nous avons une voix et que nous avons enfin le sentiment de faire partie de ce pays et du monde. »



La nouvelle directrice générale encourage la communauté.

En Afrique du Sud, d'autres réseaux communautaires voient le jour

En Afrique du Sud, le projet a déjà fait des émules et d'autres réseaux communautaires ont vu le jour dans différentes régions. « Je suis très fière de ce que nous avons accompli », déclare Nontsokolo Sigcau. Elle a vu beaucoup de projets aller et venir par le passé, mais Zenzeleni est resté et continue de grandir. Autrefois, la région était considérée comme arriérée, personne ne s'intéressait à son village et à ses habitants, mais maintenant, des gens viennent de partout pour apprendre.

Sa petite-fille grimpe sur ses genoux. « Elle aura une meilleure vie que nous. Elle peut étudier et n'a même pas

besoin de déménager. Elle pourra étudier en ligne », souligne la grand-mère. Selon elle, cela vaut tout le dur travail accompli et elle motive sa coopérative à surmonter les prochains obstacles. Zenzeleni les a fait passer « de l'obscurité à la lumière ». C'est son héritage pour les générations futures.

Questions de la communauté « 100eyes » :

Comment la coopérative est-elle née, comment s'organise-t-elle et comment se déroulent les processus de décision ?

En 2014, Zenzeleni Community Networks a été officiellement enregistrée en tant que coopérative à Mankosi. Les membres ont été élus par les autorités traditionnelles du village. La coopérative est composée de quatre hommes et quatre femmes qui se réunissent régulièrement, les décisions sont prises collectivement. En tant que propriétaires du réseau, ils sont responsables du fonctionnement des hotspots et vendent les bons d'échange.

Comment la communauté a-t-elle réussi à obtenir des subventions, en particulier pour un projet à long terme qui ne promet pas de résultats rapides ?

Le soutien de l'Université du Cap-Occidental et la création d'une organisation à but non lucratif ont été essentiels. Avec son aide, les premiers fonds de fondation ont pu être sollicités pour le soutien initial. Le réseau a remporté des prix d'innovation, ce qui lui a permis d'attirer davantage l'attention des donateurs et des soutiens. Aucun soutien n'a été apporté par les grands groupes de téléphonie mobile, le réseau n'a même pas été autorisé à utiliser les pylônes existants. Le gouvernement était également sceptique au début, mais les relations avec les autorités se sont entre-temps améliorées.

Comment la communauté gère-t-elle ses ressources financières ?

Les vendeurs de bons reçoivent une petite part en guise de dédommagement, dont ils peuvent disposer eux-mêmes. Le reste de ces revenus est consacré à l'entretien du réseau. Les décisions concernant les investissements sont prises par la coopérative. C'est l'organisation à but non lucratif qui décide de l'utilisation de sommes plus importantes, par exemple de subventions pour l'extension du réseau, ainsi que du paiement du personnel et des formations.

Une protection antivirus est-elle fournie avec les appareils et les membres sont-ils informés des pratiques/promesses douteuses sur Internet ?

Les PC et les ordinateurs portables du laboratoire informatique sont protégés par des programmes anti-virus préinstallés. La responsable de projet du réseau s'occupe de la maintenance et des mises à jour. Tant les membres de la coopérative que la formatrice en informatique soulignent que tout ce qui est partagé sur les réseaux sociaux n'est pas vrai. Ils conseillent la prudence et mettent également en garde contre les arnaques en ligne. Dans le laboratoire, il y a toujours un interlocuteur pour répondre aux questions, dans le village, les membres de la coopérative aident à répondre aux questions.

Comment d'autres communautés peuvent-elles reproduire ce modèle ?

En Afrique du Sud, le modèle est déjà répliqué par d'autres communautés. Les réseaux entretiennent des échanges étroits et l'Association for Progressive Communications a établi des liens avec des initiatives similaires dans le monde entier. Des conseils et des astuces sont notamment accessibles au public via le site web. Le professeur Shaun Pather souligne qu'il est facile de reproduire « la recette pour le développement technique » d'un tel réseau. Il estime toutefois que le modèle doit être adapté aux conditions locales, par exemple en ce qui concerne les questions de maintenance, de durabilité et de modèle commercial. C'est là qu'il voit les obstacles principaux.

Le projet a été financé par le Centre européen de journalisme, dans le cadre du programme Solutions Journalism Accelerator. Ce fonds est soutenu par la Fondation Bill et Melinda Gates.

Plus d'articles

